

M. Robert C. Coates (Cumberland): Monsieur l'Orateur, hier soir j'ai parlé de deux aspects du débat sur le discours du trône: les subventions aux universités et l'agriculture. Aujourd'hui j'aimerais traiter de divers sujets, dont le premier se rattache à l'Expo 67 et aux demandes que j'ai faites, non seulement au cours de la session en cours, mais lors de la session précédente, au sujet de l'instauration d'un comité parlementaire dont les délibérations garantiraient aux contribuables que leurs dollars fiscaux sont placés sagement dans cette grande Exposition qui marquera les fêtes de notre centenaire en 1967.

A la première occasion qui s'est présentée au cours de la session, j'ai demandé au ministre du Commerce s'il était en faveur de la création d'un tel comité. Il m'a répondu qu'il n'avait eu que très peu de temps pour considérer l'opportunité de cette initiative. Mais il ne lui a pas fallu beaucoup de temps, semble-t-il, pour se rendre compte que l'Expo 67 pose de très graves problèmes, dont l'un est le déficit considérable auquel tous les contribuables canadiens auront à faire face une fois l'Exposition terminée.

L'année dernière j'ai fait inscrire une question au *Feuilleton* à ce sujet et on m'a informé que le déficit prévu était de l'ordre de 60 millions de dollars. Je lis dans le numéro du 22 janvier du *Telegram* de Toronto le compte rendu d'une entrevue avec le ministre. On y rapporte que les dirigeants de l'Expo lui ont fait savoir que le déficit atteindrait 80 millions de dollars. L'article mentionne que le ministre est contrarié par ces prévisions déficitaires. Il peut être sûr que d'autres Canadiens partagent ses sentiments.

Cet article, monsieur l'Orateur, traite également de certaines autres questions qui préoccuperont non seulement le ministre du Commerce, mais aussi tous les députés et les contribuables canadiens. J'ai été passablement étonné d'apprendre que l'auditeur général est fort peu satisfait de ce qui se passe à l'Expo 67. Voici ce que dit le *Telegram* de Toronto du 22 janvier:

Une autre personne qui s'inquiète vivement des difficultés financières de l'Expo, c'est A. Maxwell Henderson, auditeur général du Canada. La semaine prochaine, il est censé déposer sur le bureau de la Chambre son rapport annuel qui renferme certaines critiques acerbes au sujet du financement de l'Exposition. Il est certain que ce rapport provoquera un débat animé à la Chambre.

Au cours d'une entrevue, M. Henderson a déclaré que certaines dépenses fédérales à l'égard de l'Expo sont faites sans les autorisations nécessaires.

D'après lui, il est douteux que le gouvernement possède l'autorité voulue pour verser à l'Expo une somme supérieure à la subvention de 20 millions autorisée en vertu de la loi de 1962.

Plus loin, on lit:

M. Henderson déclare que son rapport va renfermer de nombreuses critiques visant les dépenses de l'Expo, semblables à celles que renferme le rapport annuel de l'Auditeur général du Québec, M. Gustave Tremblay, car tous deux sont auditeurs conjoints de l'Expo.

Monsieur l'Orateur, personne ne songe à blâmer le ministre du Commerce pour ce qui s'est passé à l'Expo depuis sa création et j'insiste pour rappeler que personne, au sein du parti conservateur, ne s'oppose à la tenue de l'Expo ni à ses diverses manifestations. Car c'est au parti conservateur que revient l'honneur d'avoir pu convaincre les autorités mondiales que l'Exposition de 1967 devrait avoir lieu. C'est nous qui avons fait adopter la mesure législative prévoyant la première subvention de 20 millions de dollars. Nous ne nous inquiétons pas du tout quant à la valeur d'une telle entreprise. En effet, nous sommes aussi enthousiasmés que les autres Canadiens par les progrès accomplis; la date d'ouverture approche.

Par contre, monsieur l'Orateur, nous nous opposons à ce que des particuliers se livrent à des dépenses effrénées aux dépens des contribuables; si la chose se produisait, non seulement en serions-nous offusqués, mais à en juger par les événements actuels, nous ne serions plus en mesure de faire quoi que ce soit puisque l'argent aurait déjà été dépensé.

● (11.50 a.m.)

Monsieur l'Orateur, permettez-moi de dire que l'ancien ministre du Commerce, le ministre actuel des Finances (M. Sharp), nous doit des explications pour avoir toléré ce qui s'est passé à l'Expo sans se soucier d'instituer un comité de la Chambre qui aurait permis aux députés d'examiner soigneusement les dépenses qui se faisaient. L'un des responsables a même dit que nous devrions les laisser tranquilles, ne devrions pas les importer et que nous devrions les laisser continuer leur travail. Il est inconcevable, semble-t-il, qu'un député ose poser des questions au sujet de l'Expo. Dans l'esprit de ces fonctionnaires, c'est anticanadien.

L'hon. M. Winters: Ces questions leur plaisent.

M. Coates: J'en suis bien aise, et j'espère qu'on instituera le comité que j'ai proposé afin que tous les Canadiens soient mis au courant.

Lorsque j'ai commencé à poser des questions à ce sujet, lettres et entretiens m'ont porté à croire que tout ne tournait pas rond à